

Sur l'émergence d'une politique de précision

Le cas des statistiques brésiliennes

On the Emergence of a Politics of Precision: The Case of Brazilian Statistics

Alexandre de Paiva Rio Camargo



Édition électronique

URL : <http://journals.openedition.org/histoiremesure/5807>

DOI : 10.4000/histoiremesure.5807

ISSN : 1957-7745

Éditeur

Éditions de l'EHESS

Édition imprimée

Date de publication : 30 juin 2017

Pagination : 91-119

ISBN : 978-2-7132-2701-1

ISSN : 0982-1783

Référence électronique

Alexandre de Paiva Rio Camargo, « Sur l'émergence d'une politique de précision », *Histoire & mesure* [En ligne], XXXII-1 | 2017, mis en ligne le 30 juin 2019, consulté le 04 janvier 2020. URL : <http://journals.openedition.org/histoiremesure/5807> ; DOI : 10.4000/histoiremesure.5807

Sur l'émergence d'une politique de précision Le cas des statistiques brésiliennes

Alexandre DE PAIVA RIO CAMARGO *

Résumé. Cet article analyse le processus de construction de l'autorité des statistiques publiques au Brésil entre 1822 et 1930. Au XIX^e siècle, la statistique brésilienne est essentiellement administrative, territoriale et électorale, reposant sur des calculs indirects réalisés par des personnes fort de leur réputation et leur prestige pour les valider, malgré l'introduction du recensement moderne et la fondation de la Direction générale de Statistique. Seront examinés le recensement général de 1872 en tant qu'expérimentation fondée sur l'observation, les conventions de l'internationalisme statistique et les formes traditionnelles de classification ; les bulletins et annuaires démographiques à la lumière de la demande croissante de données sur la santé ; le discours statistique des années 1920 comme moment d'inflexion, marqué par l'alignement des politiciens, des intellectuels et de la classe moyenne autour de la régionalisation statistique. L'objectif est d'éclairer les conditions qui assurent au recensement une valeur de vérité et un moyen de formulation de problèmes publics.

Mots-clés. histoire des statistiques, politique de population, élites, question sociale, révolution pasteurienne

Abstract. On the Emergence of a Politics of Precision: The Case of Brazilian Statistics. This article analyses the process of constructing the authority of public statistics in Brazil between 1822 and 1930. In the nineteenth century, Brazilian statistics were essentially administrative, territorial and electoral, based on indirect calculations produced by persons whose reputation and prestige served as a mark of validation, despite the introduction of the modern census and the establishment of the General Direction of Statistics. This article will examine the general census of 1872, viewed as an experiment based on observation, the conventions of statistical internationalism and the traditional forms of classification; the demographic bulletins and annual reports seen in the light of the growing demand for health-related data; and the statistical discourse of the 1920s as a moment of inflection, marked by the alignment of politicians, intellectuals and the middle class on the subject of statistical regionalization. The aim is to shed light on the conditions ensuring the census's truth value and status as a means to formulate public problems.

Keywords. history of statistics, politics of population, elites, social issue, Pasteurian revolution

* Institut universitaire de recherche de Rio de Janeiro, Université Candido Mendes (IUPERJ, UCAM), Rua da Assembleia, 10, sala 702-C, Centro, Rio de Janeiro, Brésil. E-mail: alexandre.camargo.2009@gmail.com

De nos jours, il semble évident d'affirmer que les résultats d'un recensement sont plus fiables et vrais que n'importe quel comptage indirect de la population, tels que ceux réalisés par l'arithmétique politique depuis le xvii^e siècle. Cependant, ce ne fut pas toujours le cas. Comme l'a noté Ian Hacking (1990), l'«avalanche des chiffres imprimés» qui a eu lieu en Europe entre 1820 et 1840, fut rendue possible par la création des premiers bureaux nationaux de statistiques. Dès lors, l'exhaustivité du recensement est devenue une valeur vraiment indiscutable, tout au moins jusqu'à l'émergence de la probabilité statistique, qui a placé la proximité et l'échantillonnage au centre du réalisme métrologique.

Selon Theodore Porter, la crédibilité des chiffres ne serait pas seulement garantie par la publicité ou la certification d'État¹. La diffusion de la raison statistique reposerait sur l'importance croissante de l'objectivité mécanique dans les sciences et dans la vie publique, c'est-à-dire, sur la préférence systématique accordée aux protocoles et aux techniques analytiques standardisées, plutôt qu'au jugement personnel fondé sur la pratique, l'entraînement et l'expérience personnelle. Ainsi, depuis le xix^e siècle, des groupes professionnels en compétition, tels que ceux des médecins et des ingénieurs, ont eu recours aux chiffres pour consolider leur position dans la division du travail. De la même façon, les statistiques furent employées comme une technologie libérale, pour favoriser le contrôle public sur le pouvoir discrétionnaire – fait dont le recensement américain nous fournit l'exemple le plus ancien et le plus remarquable².

En d'autres termes, l'objectivation statistique de la réalité est toujours une entreprise collective, fondée sur l'augmentation de l'interdépendance fonctionnelle entre les groupes sociaux dont dépendent la stabilité et la crédibilité des chiffres publiques. En Europe Occidentale et aux États-Unis, les technologies de quantification ont été développées pour gérer les problèmes présentés par la modernisation, permettant l'émergence de savoirs sur la population, à commencer par l'économie politique et l'hygiène publique. Toutefois, l'introduction du recensement et de la statistique démographique ne pouvait pas se passer de la même manière et en même temps dans des pays marqués par l'esclavage et par l'héritage colonial. La «découverte» de la population, dont nous parle Foucault (2008), dépend *de conventions d'équivalence*, d'autant plus difficiles à construire que l'unité du corps social est perçue comme moins pertinente que les différences de position entre les groupes sociaux.

Dans ce cadre, le présent article cherche à analyser les conditions d'introduction du recensement moderne au Brésil, en le rapportant aux formes traditionnelles de comptage de la population et d'administration du territoire. En

1. T. PORTER, 1995.

2. Le recensement a joué un rôle important dans l'arbitrage et dans la résolution des disputes politiques entre les États de la fédération. Depuis 1790, sa réalisation est associée au calendrier électoral, en réservant plus de sièges parlementaires aux États les plus peuplés, ce qui les oblige à une plus lourde charge fiscale (M. ANDERSON, 1988, p. 10-11).

examinant le discours statistique de la période dite de l'Empire (1822-1889), nous verrons qu'il repose sur un raisonnement fondé sur l'autorité personnelle et les régularités attendues de croissance populationnelle, qui perdure plus d'une décennie après la réalisation du premier recensement général en 1872. Dans les faits, ce type de raisonnement, encore très proche de l'arithmétique politique, a été utilisé pour discréditer les données du recensement, au lieu de les perfectionner. La difficulté de l'État à s'imposer face aux intérêts privés est l'une des raisons qui ont conduit les critiques du recensement moderne à préférer les anciennes estimations de la population, élaborées par des individus et par des notables locaux³.

L'autorité publique allait se construire par une action en réseau, capable de stabiliser les chiffres comme référents communs et, de cette façon, d'établir la précision comme valeur de vérité. Si, dans les années 1880, des estimations avaient été utilisées pour discréditer les résultats du recensement, au tournant du siècle elles avaient disparu des rapports officiels et n'étaient plus évoquées dans les controverses publiques. À leur place, les projections sur la croissance de la population sont devenues une spécialité des hygiénistes, en pleine révolution pasteurienne. L'épidémiologie, la démographie et les statistiques médicales allaient devenir l'arsenal conceptuel des hygiénistes pour traduire leurs intérêts en mesures politiques, qui passèrent par le contrôle de plusieurs institutions, dont les bureaux de statistiques des principaux centres urbains. Lors de la réalisation du recensement de 1920, ce réseau « médico-sanitaire » avait déjà convaincu des politiques, des intellectuels et une classe moyenne en plein essor de l'existence d'inégalités régionales, inaugurant de nouveaux points de vue pour la critique politique.

1. Le recensement de 1872 face à la tradition des estimations : la tension entre deux formes de registre statistique

Cette section a pour but de donner un aperçu des innovations apportées par le recensement général de 1872, le premier recensement exhaustif réalisé dans un pays encore plongé dans la tradition des listes nominatives et des estimations.

3. En revanche les statistiques commerciales et financières ont fait l'objet d'un plus grand investissement, reflétant les objectifs fiscaux d'un État territorial financé grâce à l'exportation et aux impôts sur la production et la circulation de biens. Ceci étant bien différent, par exemple, de la quantification du coût de vie et de la consommation des familles ouvrières, objet des mémoires statistiques de Frédéric Le Play et d'Émile Cheysson, tournés vers l'établissement d'un régime de prix – l'une des bases de la statistique dans l'État libéral (A. DESROSIÈRES, 2008, p. 39-56). En contrepartie, pendant les années 1870 et 1880, les rapports statistiques du ministère des Affaires de l'Empire ont privilégié des thèmes comme les distances routières, l'organisation électorale et ecclésiastique, l'enregistrement d'esclaves et des fonds d'émancipation de captifs. On retrouve ici la statistique administrative de l'Empire, qui ne perçoit pas la population en tant qu'agent économique – raison pour laquelle elle n'est pas analysée dans cet article.

Comme l'ont souligné plusieurs politologues⁴ et historiens de la démographie⁵, la période de l'Empire s'est caractérisée par une large production de statistiques électorales, dès ses premières années d'existence. L'organisation du processus électoral s'opéra sous le contrôle ecclésiastique de l'organisation administrative civile. Les prêtres étaient ainsi les vecteurs de toutes les initiatives de registre et comptage, notamment et surtout à des fins électorales⁶. Les électeurs étaient définis par le nombre de *fogos* (feux), ce qui déterminait l'importance politique de chaque établissement humain. Le décret de 1824 déterminait que le nombre d'électeurs de chaque paroisse serait proportionnel au nombre de feux : on stipulait un électeur pour cent feux, mais au-delà de cent-cinquante feux la localité avait droit à deux électeurs ; si elle dépassait les deux cent cinquante, elle aurait trois électeurs, et ainsi de suite⁷.

Le prêtre était l'autorité essentielle, puisqu'il composait le bureau de vote, aux côtés du président de la chambre municipale et des conseillers (*vereadores*). D'après ce décret, il était le responsable de « l'affichage des bans sur les portes des Églises, sur lesquels figure le nombre de *fogos* ». Le curé avait également « la responsabilité de l'exactitude » des chiffres fournis, bien qu'il ne reçoive aucune orientation sur la méthode à adopter⁸. Puisque le nombre d'électeurs de chaque localité était déterminé, en dernière instance, par les prêtres, il n'est pas étonnant que jusqu'en 1872, le nombre total d'habitants du Brésil n'ait figuré que dans les estimations réalisées par des membres de la classe politique et lettrée. L'autorité de leurs chiffres dépendait de leur réputation ; on était ainsi très loin du regard relativisé et discipliné par des protocoles caractéristiques des recensements exhaustifs.

En plus de l'enregistrement des électeurs, la statistique avait aussi pour fonction de déterminer les limites territoriales. La documentation révèle que le terme « statistique » était fréquemment employé dans les questions de définition des limites des provinces et des territoires municipaux. Dans chaque assemblée législative provinciale siégeait une « commission statistique » semi-permanente, chargée d'élaborer des rapports pour la résolution des conflits juridictionnels. De la même façon, à l'échelle nationale, des commissions de statistique étaient fréquemment mises en place au Sénat et à la Chambre des députés afin de recevoir et de traiter les plaintes et les demandes

4. J. NICOLAU, 2012.

5. T. R. BOTELHO, 1998.

6. La statistique électorale doit être comprise à la lumière du patronage (*padroado real*), hérité de la colonisation portugaise. L'Église recevait de larges privilèges (subventions, exclusivité légale de culte et de manifestation religieuse), mais devait subordonner une partie de ses actes à l'accord de l'empereur du Brésil. La participation des prêtres dans les élections exprimait bien l'ambivalence du patronage : en même temps qu'elle répondait aux devoirs de l'Église face au pouvoir civil, elle ritualisait la domination des prêtres sur la vie locale, dont dépendait l'État lui-même.

7. N. SENRA, 2006, p. 91.

8. *Ibid.*, p. 87.

d'habitants et d'autorités publiques portant sur des thèmes très variés : la définition des limites de circonscriptions, la création de nouvelles paroisses et de nouveaux chefs-lieux de municipalités (*vilas*), l'institution de lois sur la colonisation, l'augmentation du nombre de députés⁹. Il s'agit, probablement, du seul organisme permanent et à caractère consultatif dédié à la statistique, au niveau des provinces et au niveau national, jusqu'à la création du service de statistique commerciale et de la Direction générale de statistique, réalisée dans le cadre de la centralisation administrative de l'État impérial¹⁰. D'autres initiatives isolées ont existé au niveau des provinces, mais elles n'ont pas eu de continuité malgré le succès de certaines.

En ce qui concerne les statistiques de population qui nous intéressent particulièrement, comme nous l'avons indiqué, on ne dispose que d'estimations élaborées tout au long de l'Empire. L'examen de ces documents révèle d'emblée une discontinuité totale des méthodes employées. On note en particulier que les vérifications ne reposaient que sur la comparaison de deux chiffres différents, bien loin de l'analyse de séries historiques.

L'œuvre de Joaquim Norberto – *Investigações sobre os recenseamentos da população geral do Império e de cada província de per si tentados desde os tempos coloniais até hoje* (« Enquêtes sur les recensements de la population générale de l'Empire et de chaque province individuellement, depuis les temps coloniaux jusqu'à aujourd'hui ») – a compilé tous les calculs sur la population tentés jusqu'en 1870, afin de fournir une base au recensement général qui allait être réalisé sous peu. Il s'agit de la première étude à mettre en séquence les estimations réalisées depuis l'époque coloniale. Cependant, bien qu'elle répertorie les entreprises réalisées jusqu'à cette date, l'œuvre de Norberto ne contient aucune explication ou commentaire sur la disparité des valeurs trouvées dans des estimations parfois très proches dans le temps, comme si l'autorité de leurs auteurs – sénateurs, religieux, ministres, voyageurs étrangers – suffisait en tant qu'argument de vérité. Il est symptomatique que, lors de la publication de son étude, Joaquim Norberto ait placé les estimations sur le même plan que le premier comptage par recensement qui venait d'être réalisé, en les appelant de la même manière dans le titre (« recensements de la population générale de l'empire »), sans attribuer au recensement une quelconque supériorité en termes d'exactitude et d'exhaustivité qui lui conférerait une valeur de vérité et de correspondance avec la réalité.

9. J. C. P. SANTOS, 2015, p. 72-73.

10. C'est le cas de la division des Statistiques du ministère des Finances, créée en janvier 1870, et qui produisait des données relatives au commerce, à l'exportation et à l'importation du Brésil.

Tableau 1. *Estimations sur la population de l'Empire du Brésil, dans différentes périodes*

<i>Année</i>	<i>Population</i>	<i>Auteur</i>
1776	1 900 000	Abade Correa da Serra
1808	4 000 000	D. Rodrigo de Souza Coutinho
1810	4 000 000	Alexandre de Humboldt
1815	2 860 525	Conselheiro Velloso de Oliveira
1817	3 300 000	Henry Hill
1819	4 396 132	Conselheiro Velloso de Oliveira
1825	5 000 000	Casado Giraldes
1827	3 758 000	Rugendas
1829	2 617 900	Adrianno Balbi
1830	5 340 000	Malte-Brun
1834	3 800 000	Senador José Saturnino
1851	8 000 000	Senador Candido Baptista
1856	7 677 800	Barão do Bom Retiro
1867	11 780 000	<i>O Império na Exposição. Universal de Paris</i>
1868	11 030 000	Candido Mendes
1869	10 415 000	Senador Tomás Pompeu de Souza Brasil

Source. J. N. de Souza e SILVA, 1986, p. 167.

De son point de vue – qui était sans doute partagé par la plupart de ses contemporains – il était parfaitement acceptable qu’une estimation comme celle de 1815 propose un chiffre bien inférieur à celui d’une autre estimation réalisée cinq ans auparavant, ou de celle qui eut lieu deux ans plus tard. Pourtant, le calcul de Velloso de Oliveira (1815) est considéré par Joaquim Norberto et par d’autres commentateurs comme la source la plus fiable sur la population dans la période qui précède l’indépendance. On peut en dire de même des fluctuations entre les cinq estimations réalisées entre 1825 et 1834 qui, en un court espace de temps, produisent des résultats allant du simple au double. Ce fait renforce l’idée que les auteurs des estimations, lorsqu’ils apprenaient que d’autres chiffres étaient produits et rendus publics, n’utilisaient pas ces derniers comme paramètre de comparaison. Ils ne prenaient même pas la peine de les mentionner dans leurs nouvelles études, et ne voyaient pas la nécessité de défendre la validité de leurs résultats face aux autres, se considérant eux-mêmes comme des sources d’autorité.

La concentration des estimations sur de courtes périodes – cinq entre 1808 et 1819, ainsi qu’entre 1825 et 1834, trois entre 1867 et 1869 – contraste avec des longues périodes durant lesquelles on ne produisit aucune information sur la population du pays.

Le règlement de ce qui devait être le premier recensement général du pays date du 15 juillet 1852. Cependant, il ne put avoir lieu car la population protesta violemment. Le règlement prévoyait d'enlever aux prêtres des paroisses la charge d'identifier et de compter les habitants, la transférant aux autorités civiles. Or ce changement avait un grand impact sur la vie des populations, qui associaient tout registre individuel à caractère officiel à un acte d'extorsion potentielle, destiné soit à augmenter le recrutement militaire et l'imposition fiscale, soit à violer une prérogative morale de justice. En outre, cette mesure déstabilisait la coutume séculaire de se faire enregistrer dans les paroisses, acte qui signifiait l'appartenance à une communauté locale et dictait le rythme de la vie sociale. Les réactions étaient d'autant plus négatives que le gouvernement n'avait fait aucun effort pour expliquer à la population les raisons de ce changement et son importance.

Pire encore, le règlement du recensement institua l'obligation d'indiquer la couleur de peau des individus (information présente dans de nombreux registres et comptages de la période coloniale). En raison de la toute récente extinction de la traite des esclaves (1850) et de la pénurie de main-d'œuvre, la crainte d'un retour à l'esclavage émergea rapidement parmi les « métis » et les « noirs » affranchis, qui étaient convaincus que les décrets avaient pour but de « réduire à l'esclavage les gens de couleur ». Si auparavant les données sur la population étaient inscrites dans des livres de baptême spécifiques pour chaque catégorie, dans le nouveau système le juge de paix ne devrait plus établir de séparation entre les registres des esclaves et des hommes libres. L'ensemble de ces mesures fut surnommé la « loi de la captivité » : il en résulta une éclosion de révoltes, d'abord au Pernambouc, puis dans plusieurs provinces de ce qui est aujourd'hui la région *Nordeste* – notamment à Paraíba, Alagoas et Sergipe. Plusieurs villes furent assiégées, puis reprises par le gouvernement après quatre mois de lourds conflits.

Ce rejet du projet de registre civil, avant que ne se manifeste une réaction au recensement lui-même, nous dit beaucoup sur la perception de l'État par les classes populaires. Celui-ci puisait beaucoup de sa force dans son association avec l'Église et les rituels du catholicisme populaire, tels que les fêtes et processions religieuses réalisées depuis la période coloniale. La stabilité de la vie locale dépendait de cette relation. Dans ce cadre, l'attribution aux autorités civiles des compétences en matière d'enregistrement de la population faisait germer la crainte du démembrement de paroisses et de communes, en plus de la perte de prestige des prêtres. Ces derniers étaient d'ailleurs accusés d'attiser la réaction populaire dans certains documents officiels, ce qui a conduit certains historiens à conclure – peut-être hâtivement – à un rôle de premier plan des prêtres dans les révoltes¹¹.

11. L. F. ALENCASTRO & M. L. RENAUX, 1997, p. 294.

Le 14 janvier 1871 vit la naissance de la Direction générale de statistique (DGE), dotée de larges attributions, qui consistaient à organiser les tables annuelles de naissances, de mariages et de décès et à formuler les plans de chaque branche de la statistique de l'Empire¹². Au-delà de ces fonctions, la plus grande raison d'être de la DGE était la réalisation du premier recensement général, prévu pour l'année suivante, ce qui allait représenter un aboutissement marquant du processus d'organisation des services statistiques. Ce dénombrement cherchait en particulier à connaître l'impact du déclin démographique provoqué par la Guerre du Paraguay (1864-1870) sur la capacité de recrutement du pays. Il cherchait également à déterminer le nombre et les caractéristiques de la population esclave, information d'une grande importance dans le contexte de promulgation de la loi du « ventre libre » (1871) qui libérait les enfants d'esclaves nés à partir de cette date – et, par conséquent, prévoyait l'extinction graduelle de l'esclavage.

L'organisation de l'opération de recensement reflète les spécificités de l'État brésilien. La DGE eut recours à des méthodes déconnectées des conventions et des pratiques internationales de la période. C'est le cas de la composition des commissions censitaires. Contrairement à ce qui se pratiquait dans d'autres pays, les membres n'étaient pas rémunérés. La plupart (cinq d'entre eux) n'étaient pas des bureaucrates (les fonctionnaires de l'administration n'étaient que trois), mais simplement des particuliers de « bonne réputation » et connaissant bien leur localité d'origine. Ces notables locaux, et parfois les prêtres des paroisses, y jouaient souvent un rôle de commandement, notamment dans les régions reculées où le nombre d'habitants alphabétisés et réellement habilités aux opérations prévues était infime. S'agissant des curés, ils ont pu conserver leur centralité en matière de mobilisation et de registre de population ; ils ont également participé à la diffusion du recensement. Les commissions devaient choisir les agents recenseurs et contrôler leur travail, qui n'était pas rémunéré. Très souvent, ces agents étaient recrutés au sein des familles ou des réseaux de clientèle des membres des commissions. Ces derniers pouvaient attribuer aux agents de leur choix récompenses pécuniaires et honorifiques, et avaient aussi le droit d'infliger des amendes – une prérogative pourtant exclusive de l'appareil policier et judiciaire de l'État.

La « condition » était la catégorie la plus importante du recensement, pour les raisons évoquées plus haut. En l'organisant en deux tableaux, le premier consacré aux « libres », le second aux « non-libres », la DGE donna la priorité à cet aspect sur tous les autres. La prééminence du groupe des « libres » fut mise en relief non seulement grâce à cette place privilégiée dans l'exposition des résultats, mais aussi en raison du caractère exclusif de cette catégorie dans l'enregistrement de certaines données, comme l'état civil et le degré d'instruction. C'est le cas aussi de la religion, qui n'a pas été

12. N. SENRA, 2006, p. 260-262.

indiquée pour la population esclave, censée être composée uniquement de catholiques. Quant à la nationalité, tous les esclaves furent classés comme étrangers, « africains » plus précisément – y compris ceux qui étaient nés au Brésil. D'après Mara Loveman, ce procédé permit à la DGE de représenter un Brésil composé de deux populations fondamentalement différenciées, en ségrégant visuellement (dans des tableaux séparés) ce que l'on cherchait à savoir sur les deux groupes¹³. Même les informations relatives « à la couleur » furent subordonnées aux données sur la « condition », ce qui, selon cet auteur, indique une priorité cognitive et pragmatique de cette dernière dans la production et dans l'interprétation du recensement.

Il est important de souligner la contradiction entre cette prééminence donnée à la « condition » dans les données mises en tableau, et son absence en tant qu'item formel dans les trois questionnaires remplis par les agents recenseurs – les seuls connus à ce jour¹⁴. Ce paramètre de classification n'apparaît que dans la colonne « observations », champ non-structuré, où l'on peut identifier les esclaves parmi les résidents de chaque foyer – démarche loin d'être obligatoire car elle ne figure pas dans les instructions de remplissage des bulletins. Dans ce maigre échantillon de trois unités domestiques, les individus sont classés par nom, âge et couleur. Les membres du foyer sont répertoriés de manière hiérarchique : on commence par le chef, vient ensuite son « épouse » (identifiable si la femme est indiquée comme étant « mariée »), ses enfants (et éventuellement ses petits-enfants) dans l'ordre décroissant de leurs âges respectifs. Dans un groupe à part se trouvent les *agregados*, c'est à dire, les esclaves et les hommes et femmes libres qui cohabitent avec la famille. Les membres de ce groupe sont différenciés par leur couleur de peau, la condition d'« affranchis » ou d'esclaves étant mentionnée uniquement dans la colonne « observations ». La « condition » de ceux qui sont nés libres n'est

13. M. LOVEMAN, 2009, p. 442.

14. Rares sont les « listes de famille » remplies et rendues disponibles dans les archives publiques. Trois d'entre elles, ayant des origines différentes et des caractéristiques particulières, ont été examinées par Diego Bissigo (2014). La première liste concernait une famille dont le chef était Antonio Gonçalves Gravatá, domiciliée à Salvador de Bahia, et composée de 14 individus : un couple blanc d'âge avancé (72 et 74 ans respectivement), et plusieurs « nègres », certains d'entre eux des esclaves, d'autres affranchis, d'autres encore dont le statut est difficile à déterminer. Cette liste est disponible à la bibliothèque de l'Institut brésilien de géographie et statistique (IBGE). La deuxième liste est déposée à la Bibliothèque nationale de Rio de Janeiro et se réfère à la famille de João Baptista Paulínio, de la « commune de l'Espírito Santo », province de même nom. Nous avons ici un domicile de cinq individus tenus pour *pardos* ou « métis » (le couple et trois enfants supposés). Le chef du foyer, un « laboureur » (*lavrador*) était très probablement illettré, puisque l'agent recenseur a signé à sa place. La troisième liste (conservée également à la Bibliothèque nationale de Rio de Janeiro) est signée par Rafael Arcanjo Galvão, « fonctionnaire » (*emprego público*), domicilié à la Cour (Rio de Janeiro, siège de la monarchie brésilienne). Son domicile était composé de 17 individus, entre membres de la famille, « domestiques » (*criados*) et « hôtes » (*hóspedes*).

identifiable que par exclusion, ou implicitement en fonction de l'ordre dans lequel les individus sont énumérés.

Les instructions de remplissage des « observations » ne font pas mention de la condition de libre et d'esclave mais indiquent cet espace comme approprié pour le registre de la situation de dépendance : « hôtes » (*hóspedes*), « domestiques » (*agregado, criado*), etc. Or, c'est justement en les associant à cette hiérarchie de dépendances que sont signalées les conditions d'« esclave » et « affranchi » – ce qui démontre qu'elles n'étaient pas pensées de manière indépendante de la place que ces individus occupaient dans l'unité domestique. Ceci suggère la cohabitation d'une conception patrimoniale de famille avec des innovations mises en œuvre par le recensement.

La variation significative qu'on observe dans l'échantillon de trois bulletins semble cependant indiquer un grand potentiel de confusion dans l'inventaire des « conditions » des habitants et dans la description des formes variées d'appartenance aux familles. Ce problème obscurcit justement la singularité que nous souhaitons mettre en évidence : l'inséparabilité entre la connaissance de la réalité locale et la valeur de vérité du registre. Au lieu de limiter le regard de l'agent recenseur, tout porte à croire que le champ des « observations » fut pensé, au contraire, pour potentialiser sa capacité d'observer et de donner des détails à propos du paramètre auquel la DGE semble donner la priorité : la « condition » de chaque habitant des foyers, qui devient la véritable clef de lecture du recensement de 1872.

Cette hypothèse est soutenue par le fait qu'au Brésil, aussi bien la « couleur » que la « condition » sont des aspects qui présentent des singularités par rapport aux pratiques statistiques internationales. Dans les pays européens, les recensements commençaient à construire l'ethnisation à partir de la langue, selon les recommandations du Congrès de Saint-Pétersbourg (1872) ; aux États-Unis, les recensements ont joué un rôle de laboratoire pour les théories raciales à la base de la ségrégation de la population de couleur, définissant identités et effets légaux à partir du lignage de sang¹⁵. Dans les deux cas, une biopolitique de population s'est mise en place, fondée sur le rapport entre personnalité morale, standards de comportement et ambiance sociale¹⁶.

Au Brésil, au contraire, la « condition » et le répertoire de couleurs employés par le recensement représentaient des éléments non seulement

15. P. SCHOR, 2003.

16. D'après Paul Schor, alors que les recensements de 1850 et 1860 se limitaient à enregistrer le lieu (physique) de naissance sans établir de rapport avec la personnalité morale, les enquêtes censitaires suivantes (1870 jusqu'à 1900) montrèrent une innovation décisive. Lorsqu'on introduisit la question de la langue parlée, on changea entièrement le critère de distinction entre la population américaine et étrangère, jusqu'alors restreinte à l'origine. La statistique devenait ethnique parce qu'elle cessait de se fonder sur une identité figée et immuable, donnée par le lieu d'origine de l'individu. La distinction était désormais culturelle, et pas géographique (P. SCHOR, 2003, p. 15).

fondamentaux, mais aussi traditionnels, qui contribuaient à recréer ou à mettre à jour les hiérarchies fondées sur la dépendance, la parenté et le parrainage, héritées de la période coloniale. Ainsi comprises, « couleur » et « condition » constituaient des éléments étrangers à la statistique libérale, remontant à la tradition des estimations, des enrôlements et des comptages partiels que l'Empire avait réalisés jusqu'alors.

Si la couleur et la « condition » donnent le portrait d'une population hiérarchisée, d'autres aspects pouvaient donner une image d'homogénéité à la jeune nation que le pouvoir impérial souhaitait civiliser. La religion et la langue furent emblématiques à ce sujet. Lorsque que la DGE avance que tous les nationaux ainsi que les étrangers désignés comme « africains » étaient catholiques – groupe qui mélangeait indistinctement tous les esclaves ainsi que des affranchis qui n'étaient pas nés au Brésil – elle réservait seulement à l'immigrant blanc, supposé européen, la possibilité d'être classé comme « non catholique » – catégorie qui incluait protestants, juifs et autres croyances religieuses. Ainsi, le rapport inclus dans le recensement publié en 1876 indique une population à 99,72 % catholique, présentant cette religion comme une caractéristique pratiquement naturalisée des Brésiliens¹⁷.

La langue fut le deuxième aspect déterminant pour la représentation d'une population homogène. Le Congrès de Saint-Petersbourg recommandait que ce paramètre soit intégré à l'enquête censitaire, car il permettait de saisir – et de produire – des différences internes entre groupes ethnolinguistiques constitutifs des communautés nationales. Le recensement de 1872 (publié en 1876) n'y accorda que très peu ou pas d'importance. Dans un scénario de plus en plus marqué par l'utilisation de la langue comme élément définissant la nation, qui pouvait justifier l'annexion de territoires et le transfert juridictionnel de populations entre États, le recensement de 1872 élimina les variations de langue et désigne le Portugais comme la langue parlée par tous les nationaux. L'identification des groupes indiens vivant sur le territoire national aurait pu être une manière d'accorder de l'attention à la question linguistique chère aux congrès statistiques. L'absence de ces données révèlent le souhait de donner l'image d'un pays qui ne connaissait pas de problèmes de divisions internes – ce qui renforçait la conviction d'un lien étroit entre le régime impérial (la monarchie des Bragance) et la nation brésilienne¹⁸.

Ainsi, alors que dans l'internationalisme statistique la langue et la religion constituaient des critères essentiels pour tenir compte des différences ethniques et culturelles de la population, dans le recensement brésilien de 1872 ces deux critères ont essentiellement servi à mettre en évidence la matrice ibérique du Brésil. La forme de présentation de ces données était pourtant

17. D. N. BISSIGO, 2014, p. 155.

18. T. R. BOTELHO, 2005, p. 336.

Tableau 2. Professions libérales en 1872, par sexe et condition

	Accoucheurs				Chirurgiens				Artistes			
	Hommes libres	Femmes libres	Esclaves hommes	Esclaves femmes	Hommes libres	Femmes libres	Esclaves hommes	Esclaves femmes	Hommes libres	Femmes libres	Esclaves hommes	Esclaves femmes
AL	0	38	0	0	5	0	0	0	1 509	195	33	16
AM	0	1	0	0	0	0	0	0	81	0	0	0
BA	23	326	0	0	22	0	0	0	5 267	923	301	105
CE	2	115	0	0	12	0	0	0	2 660	197	30	0
ES	0	14	0	0	6	0	0	0	239	6	1	0
GO	3	36	0	0	3	0	0	0	301	71	6	0
MA	1	60	0	0	5	0	0	0	945	154	139	11
MT	0	22	0	0	0	0	0	0	285	3	6	0
MG	2	340	0	5	26	0	0	0	831	62	2	0
MN	0	53	0	0	41	0	0	0	8 757	211	417	3
PA	4	62	0	0	2	0	0	0	1 847	209	76	0
PB	0	49	0	0	7	0	0	0	2 122	138	27	3
PR	0	12	0	0	0	0	0	0	351	4	10	0
PE	1	161	0	0	14	0	0	0	4 572	408	114	54
PI	20	16	0	0	0	0	0	0	143	8	0	0
RJ	0	81	0	0	10	0	0	0	2 320	64	51	0
RN	0	33	0	0	0	0	0	0	707	8	0	0
RS	5	120	0	0	18	0	0	0	1 717	80	110	2
SC	1	29	0	0	8	0	0	0	439	41	67	0
SP	8	22	2	0	48	0	0	0	3 902	551	106	40
SE	2	24	0	3	0	0	0	0	776	137	27	3

Source: IBGE, s/d, p. 7.

censée lisser l'image d'une population très hétérogène, et marquée par les hiérarchies de couleur et de « condition ».

L'analyse des catégories socio-professionnelles corrobore cette conclusion. Le recensement distingue les différentes occupations selon leur prestige, de manière fortement hiérarchisée. Il opère ainsi une distinction entre les professions « libérales », dont la plupart ne sont accessibles qu'aux diplômées de l'enseignement supérieur, et les professions « manuelles ou mécaniques » exercées de manière indépendante. Dans la zone intermédiaire entre ces deux groupes se trouvent l'industrie et les activités commerciales. En bas de l'échelle se trouve le travail agricole, les activités salariées et domestiques, marqués par différents degrés de dépendance personnelle.

Les Tableaux 2 et 3 présentent les données professionnelles sous leur forme détaillée, et non sous leur forme agrégée utilisée pour la version publiée du recensement¹⁹. En sélectionnant quelques catégories professionnelles parmi celles signalées dans le recensement, il est possible d'identifier certaines tendances. Tout d'abord, on retrouve le clivage fondamental entre libres et non libres, véritable catégorie structurante du recensement. On remarque ensuite l'absence – attendue – d'esclaves et de femmes libres dans la plupart des métiers libéraux, intellectuels, voire industriels, et ce soit à cause de leur statut juridique, soit en raison de l'exigence d'effectuer des longues études ou d'avoir des diplômes de niveau supérieur. On sait pourtant que, malgré ces interdictions d'ordre juridique ou moral, certaines de ces activités étaient bien exercées par des esclaves et des femmes. C'est le cas de la catégorie professionnelle d'« accoucheur » (*parteiro*). Notons que celle-ci est indiquée au masculin, malgré le fait que le recensement ait relevé un nombre assez faible d'hommes libres « accoucheurs » par rapport au nombre de sages-femmes libres. En tant que profession libérale, dont l'exercice était depuis quelques décennies réservé aux diplômés des facultés de médecine, cette occupation était officiellement inaccessible aux femmes esclaves ; le recensement en répertorie pourtant huit cas, dans les provinces de Sergipe et du Minas Gerais. Quant aux accoucheurs esclaves de sexe masculin, deux cas sont indiqués, dans la province de São Paulo.

Il semblerait ainsi que l'une des fonctions du recensement était de définir et d'ordonner les catégories professionnelles à même de garantir une transition organisée vers le monde du travail libre, selon les attentes des élites. Réalisée dans l'année qui a suivi la promulgation de la « Loi du Ventre Libre » – qui prévoyait d'affranchir les enfants d'esclaves nés à partir

19. Notons que les tableaux du recensement indiquent une variété plus grande de professions. Lorsque l'on désagrège ces données par provinces, il est possible de mettre en lumière la grande variété des situations locales et des perceptions en matière d'appartenance et de hiérarchie sociale, sélectionnant uniquement les professions libérales et mécaniques qui affichent des discontinuités entre le regard du « codeur » – le coordinateur du recensement – et le regard des agents recenseurs, pas encore discipliné par des protocoles observationnels.

Tableau 3. Professions manuelles et mécaniques en 1872, par sexe et condition

	Couturières				Vêtements				Chaussures			
	Hommes libres	Femmes libres	Esclaves hommes	Esclaves femmes	Hommes libres	Femmes libres	Esclaves hommes	Esclaves femmes	Hommes libres	Femmes libres	Esclaves hommes	Esclaves femmes
AL	0	12 092	0	558	884	6	98	10	1 007	33	116	0
AM	0	4 039	0	25	155	0	0	0	139	0	4	0
BA	82	70 513	0	6 015	3 278	8	142	59	3 665	1	466	0
CE	0	35 715	0	585	1 102	138	26	0	1 079	8	24	0
ES	0	5 538	0	888	162	0	24	0	77	0	22	0
GO	0	8 477	0	446	352	102	18	0	531	15	26	0
MA	1	20 353	1	2 603	1 661	4	256	0	1 415	4	300	1
MT	0	1 636	0	194	115	0	7	0	104	0	7	0
MG	3	142 704	0	17 080	3 078	4	202	0	4 594	3	417	0
MN	0	10 073	0	1 384	23 060	9	260	0	1 783	0	201	0
PA	2	6 124	0	970	887	3	98	0	782	0	82	0
PB	0	17 656	0	545	274	28	14	0	396	1	18	0
PR	0	1 909	0	129	137	0	19	0	278	0	37	0
PE	1	20 247	0	1 123	1 058	7	128	5	1 408	170	300	0
PI	0	17 472	0	1 452	228	0	5	0	598	0	25	0
RJ	10	26 209	0	7520	1 241	1	283	0	1 387	0	287	0
RN	0	9 443	0	520	2 770	0	0	0	564	0	25	0
RS	99	14 757	0	2 386	478	0	74	0	1 372	3	158	0
SC	2	5 178	0	268	294	7	10	0	272	2	25	0
SP	0	24 340	0	3 774	1 602	6	238	2	1 505	79	328	0
SE	4	7 830	0	1 112	500	0	62	0	478	0	79	0

Source. IBGE, s/d, p. 7.

de cette date – le recensement réunit les informations qui allaient permettre de calculer l'impact de la nouvelle loi sur l'extinction graduelle de l'esclavage, et de surveiller l'afflux d'immigrants censés remplacer les travailleurs captifs. Il a également fourni un enregistrement général des esclaves pour permettre au gouvernement de réguler leur possession avant l'abolition.

Le recensement de 1872 a ainsi constitué une expérimentation hybride, à mi-chemin entre la tradition des estimations, dont le prestige était demeuré intact, et la modernité du comptage exhaustif, tourné vers le suivi des évolutions démographiques de la population – lequel, dès sa publication, a été la cible de critiques multiples.

L'une d'elles trouvait son fondement dans le fait que certains chiffres du recensement étaient bien inférieurs à ceux trouvés dans des estimations récentes, diffusées lors des expositions internationales. Par ailleurs, une estimation n'était pas considérée comme obsolète en raison de son ancienneté, seule comptait l'autorité personnelle de son auteur, qui les mettait à jour à partir de projections de croissance populationnelle. Il n'était pas rare que les nouvelles estimations qui en résultaient soient préférées à décomptes opérés par le recensement de 1872. Un exemple remarquable est celui de Rui Barbosa, député, puis sénateur, considéré comme le père de la pensée juridique brésilienne. Dans son rapport présenté à la Chambre des Députés sur la réforme de l'enseignement primaire de 1882, il se basa sur des estimations de Candido Baptista de Oliveira (1851) et de Candido Mendes (1868) pour remettre en question les résultats du recensement impérial, publiés en 1876 par la Direction générale de statistique (DGE).

Comme indiqué précédemment, la statistique officielle était une nouveauté des années 1870 et, contrairement à ce que l'on pourrait imaginer aujourd'hui, c'était justement son caractère officiel qui éveillait le soupçon de ceux qui se consacraient à construire, avec des chiffres, des projets pour la nation. Le rapport de Rui Barbosa avait pour but de prouver que, contrairement à ce que la DGE avait diffusé, les statistiques de l'éducation étaient très mauvaises, confirmant le scénario général de « misère intellectuelle et matérielle absolue ». Selon Rui Barbosa, l'enseignement public était « au bord de la limite possible pour une nation présumée libre et civilisée ». Au lieu du progrès que les rapports de la DGE exhibaient, il n'y avait ait que décadence : « c'est que nous sommes un peuple d'analphabètes, et que si leur masse décroît, c'est dans une proportion désespérément lente²⁰ ».

L'utilisation des données internationales raffinées et actuelles, tel le classement des systèmes éducatifs élaboré par Émile Levasseur²¹ en 1873,

20. R. BARBOSA, 1947, p. 8.

21. Il s'agit du tableau comparatif de la performance scolaire des différents pays, élaboré par Émile Levasseur pour l'Exposition Universelle de Vienne, en 1873. Ce tableau doit être vu dans le contexte de la guerre franco-prussienne (1870-71), qui eut pour principale

contrastait avec le refus d'utiliser les publications du bureau statistique pour évaluer la situation de l'enseignement au Brésil. Dans les commentaires de Rui Barbosa, la DGE est moins désavouée pour ses erreurs techniques que pour son caractère officiel, qui la mettrait au service de la propagande du gouvernement²². Il semble que le refus d'utiliser les données du recensement découle de la raison même pour laquelle Barbosa avait une préférence systématique pour les estimations : les deux se fondaient sur la faible diffusion de l'autorité de l'État. Alors que les estimations étaient scellées par la tradition et par le prestige personnel de leurs auteurs, le caractère « moderne » du recensement en termes méthodologiques et le fait qu'il soit une œuvre étatique ne suffisait pas à lui donner de la crédibilité, bien au contraire.

Rui Barbosa n'était cependant pas le seul à défendre les estimations. Le gouvernement impérial lui-même préféra se faire représenter dans l'Exposition universelle de Philadelphie en 1876 par des panneaux qui offraient une estimation de la population²³. Il s'agissait d'un chiffre très proche de celui calculé par le sénateur Thomas Pompeu de Souza Brasil, en 1869 : 10 700 187 habitants en 1876, contre 10 500 000 selon le calcul du sénateur pour l'année 1872 – ce qui ressemble plus à une projection sur la projection. La DGE produisit donc elle-même des estimations contradictoires avec les résultats de son recensement, qui allaient pourtant être diffusés quelques mois plus tard. À cette même occasion, la DGE est allée plus loin encore, en affirmant qu'elle avait des bonnes raisons de croire que « dans le résultat final du recensement, la population dépassera les 12 000 000 âmes²⁴ ». Or, la proximité entre les différentes valeurs estimées, et le décalage important entre celles-ci et les chiffres révélés par le recensement démontrent que la DGE n'était pas en mesure de contester l'autorité des estimations. Au contraire, elle s'en servait. Il est symptomatique qu'à aucun moment, que ce soit avant ou après la publication des résultats, la DGE n'ait revendiqué l'exactitude et l'exhaustivité comme des gages de vérité pour faire valider son recensement. Elle ne chercha pas à le confronter à l'entreprise personnelle qu'étaient les estimations.

conséquence la promotion du renouvellement pédagogique inspiré du modèle allemand, dont la supériorité était évoquée pour expliquer la défaite française. La statistique scolaire internationale émerge donc au sein du discours sur l'urgence de la réforme scolaire en France et en Europe (D. MATASCI, 2014, p. 91-118).

22. Probablement, ces commentaires cherchaient à attaquer l'organisateur du recensement, le sénateur Manoel Francisco Correa, qui lui faisait opposition comme leader du parti conservateur. Ce qui signifie que le caractère officiel du recensement, loin de le protéger, l'identifiait comme un instrument utilisé par ceux qui étaient au pouvoir.

23. Ce n'était pas la première fois qu'on avait recours aux estimations pour présenter le chiffre de la population totale du Brésil : cela avait déjà été le cas au cours des Expositions Universelles de Paris (1867) et Vienne (1873), quand le même chiffre – 11 780 000 habitants, dont 10 380 000 libres et 1 400 000 esclaves – fut réutilisé, faute de statistiques disponibles (N. SENRA, 2006, p. 199-201).

24. N. SENRA, 2006, p. 204

Pour que le recensement puisse être utilisé pour justifier des interventions et des actions gouvernementales, la certification étatique devrait d'abord recevoir une reconnaissance sociale. Mais la méfiance populaire envers les initiatives officielles était généralisée, comme en témoigne la révolte contre le registre civil et contre le recensement de 1852. Il n'était pas utile de remettre en question la confiance dans l'autorité fondée sur le prestige personnel et sur la réputation locale, puisque la statistique officielle elle-même s'appuyait sur ces derniers pour exister – rappelons le cas des membres des commissions censitaires, qui exerçaient une fonction publique en ayant des particuliers comme des supérieurs hiérarchiques. Comme nous le verrons par la suite, la confiance dans les chiffres du recensement viendrait plus tard, au fur et à mesure de l'organisation d'une action en réseau, capable de construire des compromis entre les intérêts de différents groupes sociaux.

2. Statistique et question sociale : santé, éducation et production agricole (1889-1930)

Une fois la République proclamée (1889), la nouvelle Constitution (1891) favoriserait la décentralisation et l'emprise des oligarchies, en dotant les États fédérés (les anciennes provinces) d'une ample autonomie. Les domaines de l'éducation et la santé relevaient désormais de la compétence des États, l'intervention du gouvernement fédéral (« l'*União* ») étant limitée aux rares établissements d'enseignement supérieur existant dans le pays, ainsi qu'à l'hygiène des ports. Le fédéralisme de la Première République (1889-1930) fut caractérisé par le contrôle des oligarchies locales sur l'exécutif et le législatif.

À l'aube de la décennie de 1890, la plus mortelle des maladies tropicales était l'absence de consensus des médecins sur le diagnostic, la prophylaxie et le traitement des maux qui proliféraient dans les grands centres urbains, déjà convulsionnés par la fin de l'esclavage, et, pour certains, bouleversés par l'arrivée d'importants contingents d'immigrants. Les maladies du bétail, l'insuffisance du réseau routier, portuaire et ferroviaire, la peste dans les ports de Rio de Janeiro et Santos, le paludisme décimant des travailleurs qui ouvraient des routes, enfin, toute la paralysie économique concourait à étendre la visibilité politique de l'insalubrité dans les centres urbains de Rio et São Paulo, faisant émerger un profond désaccord entre les médecins.

En 1894 et 1895 sévissaient les épidémies les plus violentes de fièvre jaune et de choléra. Dans cette période, la revue hebdomadaire *Brazil-médico* publiait les bulletins démographiques élaborés par Bulhões Carvalho, « médecin-démographe » de l'Institut sanitaire fédéral. Ces bulletins bimensuels donnaient la mesure de l'incidence des maladies contagieuses et soulignaient l'urgence politique de la résolution du problème. La série de publications initiée en avril 1893 dévoilait l'extrême insalubrité du pays, mettant en évidence

une tendance démographique assez alarmante : le taux de mortalité dépassait largement celui de la natalité dans la capitale fédérale (Rio de Janeiro), même dans les années où les maladies ne sévissaient que de manière endémique.

L'on peut dire que la perspective de sérialisation statistique fut inaugurée par les bulletins, produisant un effet semblable à l'« avalanche des chiffres », en Europe du deuxième quart du XIX^e siècle. Son impact passa surtout par la normalisation des catégories de classification²⁵ et son adéquation au jugement professionnel des médecins et des bactériologistes. À partir de 1895, les données produites par les « médecins-démographes » sont de plus en plus adoptées, notamment les indices de mortalité et leur variation dans les différents quartiers des villes atteintes par les épidémies. Les interventions des « démographes » corroboraient la vision d'un groupe de plus en plus nombreux de jeunes médecins qui adoptaient la perspective pasteurienne, d'identification et de combat à une cause unique (un agent microbien) de la maladie²⁶. Toutefois, cette perspective était contestée par une majorité de partisans de la théorie tellurique et climatique.

Bien que le calcul statistique et les méthodes mathématiques soient connus et utilisés par la communauté médicale depuis les années 1830-1840, ils demeuraient restreints aux registres hospitaliers, où ils étaient employés pour évaluer l'efficacité des techniques thérapeutiques. Par conséquent, la statistique médicale demeurait subordonnée au jugement et à la pratique professionnelle du clinicien. Il n'y avait pas de bureau spécialisé dans le domaine des statistiques démographiques. Il appartenait ainsi aux dirigeants du Conseil Central d'Hygiène – *Junta Central de Hygiene* – (1851-1886) et à d'autres médecins intéressés par l'évolution des épidémies de compiler les statistiques hospitalières et de réaliser des estimations sur la salubrité de la Cour. En d'autres termes, les statistiques sur les événements vitaux n'étaient pas publiques, mais privées, dans le sens où elles étaient produites par des individus particuliers, et que les registres hospitaliers étant complétés par des projections, fondées dans la même ligne de raisonnement sur des estimations. En général, ces données n'étaient utilisées que lorsqu'elles permettaient d'apporter la preuve d'une thèse défendue par les médecins.

Une sorte de révolution s'était quand-même opérée dans la quantification. Les statistiques sanitaires permettaient d'accéder au mouvement urbain, modélisant la capitale fédérale en zones sanitaires, selon la fréquence des foyers épidémiques. Cela veut dire que, pour la première fois, on constitua un

25. Cette normalisation fut facilitée par la nouvelle nomenclature internationale de causes de décès, élaborée par Jacques Bertillon.

26. Cet alignement se vérifie depuis la création de l'Institut sanitaire fédéral, en 1893, composé d'un laboratoire bactériologique auquel serait subordonné un service de démographie sanitaire, occupé par le jeune Bulhões Carvalho – le futur organisateur du recensement de 1920 et le « fondateur de la statistique brésilienne », selon le titre qui lui fut conféré par l'Institut brésilien de géographie et statistique, en 1939.

observatoire social au niveau de la ville, introduisant les perspectives sérielles dans le jugement médical sur la maladie et sur les phénomènes vitaux. Il s'agissait d'une technologie de visualisation, complètement différente de la statistique hospitalière disponible jusqu'alors, qui consistait dans l'agrégation de registres administratifs, qui concernaient uniquement ceux pris en charge dans les établissements. Le champ visuel de la santé publique s'étendait, sortant des espaces fermés grâce au suivi des flux populationnels.

L'argument statistique se montra décisif aussi à l'égard du rôle que la démographie sanitaire joua dans la formulation du diagnostic pastorien. Les hommes politiques, la presse, les fermiers et les caféiculteurs se méfiaient des preuves expérimentales sur lesquelles se fondait le diagnostic des épidémies mortelles, comme le choléra et la fièvre jaune. Ils demeuraient attachés à l'opinion des cliniciens, émise uniquement à partir des symptômes des malades et l'observation directe. Ils tentaient ainsi de contourner les mesures extrêmes et paralysantes, comme la quarantaine, l'isolement et la désinfection, contre lesquelles, d'ailleurs, s'insurgeaient déjà les pasteuriens, dans leur insistance à combattre la « cause unique ». Les statistiques de mortalité par maladies et leur distribution géographique parmi les foyers épidémiques viendraient confirmer le diagnostic et l'efficacité prophylactique, exerçant un rôle décisif à chaque nouvelle épidémie – y compris au sein du groupe des médecins, car les résistances diminuaient alors que la confiance dans l'autorité sanitaire augmentait²⁷.

Grâce à la création de l'Institut Oswaldo Cruz en 1900 (l'actuelle Fiocruz), nous disposons du premier registre de ce que Bruno Latour a appelé le « circuit de traduction » qui permet de documenter le passage d'une situation préalable de non-équivalence des intérêts – entre ceux des hommes politiques, des fermiers, des hygiénistes et des bactériologistes – à une équivalence entre les propositions²⁸. Ce compromis a pu émerger grâce au lien établi entre la peste, le projet hygiéniste et les aspirations des caféiculteurs, dès lors convaincus que lutter contre la peste équivaudrait à préserver le libre commerce dans le port de Santos, ce qui représentait le premier pas pour les convaincre d'adhérer à la cause d'une sérothérapie brésilienne.

27. Le service sanitaire de l'état de Sao Paulo, tel son homologue fédéral, reçut des contestations concernant ses diagnostics. Le refus venait d'une partie significative du groupe des médecins *paulistas* (de São Paulo). Ceux-ci n'acceptaient tout simplement pas les résultats présentés. En 1893, ils refusèrent le diagnostic de choléra donné aux malades d'un foyer d'immigrants, en insistant sur la dysenterie. Le dilemme ne fut résolu que par l'envoi d'échantillons à l'Institut de médecine tropicale de Hambourg, qui confirma le diagnostic du choléra (M. ALMEIDA & M. A. M. DANTES, 2001, p. 142). La même chose se produisit en 1897 lorsque le service sanitaire alerta sur le fait que l'évènement des dites « fièvres paulistas » correspondait en réalité à des manifestations de fièvre typhoïde. À nouveau, la question du diagnostic ne fut résolue qu'en faisant appel à l'autorité internationale (*ibid.*, 2001, p. 144).

28. B. LATOUR, 1988, p. 253.

En même temps, il fallait surmonter une difficulté à laquelle l'organisation des statistiques démographiques devait faire face : le sous-registre de décès et naissances, la notation incorrecte des âges et les erreurs dans la définition des mort-nés et des décès infantiles²⁹. Il s'agissait ici de discipliner l'observation des cliniciens, en supervisant leur pratique et en les obligeant à observer un procédé administratif qui limitait leur autonomie et dont le sens leur échappait parfois. Plus encore, on dessinait une intervention permanente à distance sur la symptomatologie médicale, corrigeant les « vices » et les « erreurs de notation » du clinicien, le menant à voir ce que les pasteuriens voyaient depuis leur laboratoire et leur observatoire statistique.

De ce point de vue, la réforme urbaine et sanitaire de Rio (1902-1906) constitue un point d'inflexion. Le réseau de « traduction » s'est amplifié à travers la démonstration statistique de l'éradication de la fièvre jaune. C'est ce qui ressort de l'analyse des annexes des rapports ministériels, signés par la section de démographie sanitaire. Entre 1904 et 1907, celle-ci met en relief des tableaux statistiques qui indiquent les taux de mortalité par fièvre jaune selon la nationalité, le sexe et l'âge, entre 1873 et 1897. Ceci démontrait l'existence d'un modèle de cycles épidémiques alternant avec des formes endémiques de la maladie, ce qui confirmait l'impression qu'elle restait présente depuis la première épidémie. Un autre ensemble de tableaux complétait la construction d'une nouvelle ère pour la santé publique du district fédéral, soulignant le contraste entre un avant et un après de la réforme urbaine hygiéniste. Des diagrammes avec des titres tels que « l'influence de la nouvelle prophylaxie sur la mortalité de la fièvre jaune » attestaient de la réussite de la campagne entreprise entre 1902 et 1906, mettant en évidence la réduction drastique des cas.

Dans ce cadre, le recensement de Rio de Janeiro en 1906 fut fortement marqué par une perspective hygiéniste sur la population. L'influence se vérifia tant dans le traitement privilégié de thèmes liés à la santé que dans l'importance inédite et centrale attribuée à la densité démographique, qui rendait possible le zonage sanitaire de la ville. La densité importait également comme moyen de visualisation des habitations urbaines, dont l'inspection faisait partie de l'assainissement de la capitale fédérale³⁰.

La généralisation de la conception hygiéniste de la société s'affirma avec l'affirmation de la « question nationale », qui coïncida au Brésil avec la territorialisation statistique. L'idée de « salut national » défendue par une armée en quête de reconnaissance a été associée au constat de l'état d'abandon dans lequel se trouvait l'hinterland (*sertão*) brésilien, marqué par les famines et par

29. R. TELAROLLI JÚNIOR, 1993, p. 150.

30. Le recensement compta par ailleurs un second volume, entièrement consacré à la statistique foncière, où étaient indiqués les niveaux d'agglomération et les conditions sanitaires d'habitation et de cohabitation, point central de la politique de santé qui se mettait en place à l'époque.

la maladie. Ce cadre a précipité une prise de conscience nationale, liée aux actions récentes en matière de santé publique dans les centres urbains pour affirmer la nécessité d'un assainissement physique et moral des *sertoes*³¹. Dans la hiérarchie des maladies, la tuberculose devenait la cause principale de mortalité *évitable* dans les grandes villes, pendant que la fièvre jaune, le paludisme et l'ankylostomose constituaient les fléaux *évitables* des *sertões*. Ces endémies rurales allaient devenir la base des accords sanitaires pour la coopération entre le pouvoir fédéral et les États de la République³².

Ayant recours aux nouvelles techniques de diffusion des connaissances, comme le cinématographe et la radio, ainsi qu'aux revues et dépliants de toute sorte, le nouveau programme sanitaire cherchait à changer les mœurs et les habitudes nuisibles à la santé des populations urbaines et rurales – la consommation excessive d'alcool, la prostitution, la non-utilisation de chaussures, la rareté des cabinets de toilette, le déversement des ordures dans les rivières et sur les voies publiques, le maintien de foyers de mouches, de rats et de moustiques, la fraude sur le lait et les aliments, entre autres. L'hostilité traditionnelle de la population vis à vis de l'autorité de l'État a été remplacée par son engagement comme partenaire dans l'entreprise collective de gestion de la santé.

Les populations rurales ont connu d'autres changements grâce à la multiplication des statistiques. Le recensement de 1920 a intégré des chiffres inédits concernant le coût du travail agricole ; éleveurs et propriétaires ruraux se mirent à demander des bulletins réguliers qui, à l'exemple de la démographie sanitaire dans le domaine de la santé publique, fournissaient des séries statistiques à différentes échelles temporelles. Il était désormais possible de connaître la surface cultivée, ses rendements, le prix moyen des produits, l'oscillation du prix des denrées alimentaires. Une statistique de production et de consommation agricoles commençait ainsi à se dessiner. Au début, face à l'incapacité de plusieurs États fédérés de créer ou maintenir un service de cette nature, elle fut prise en charge par le ministère de l'Agriculture. La statistique des surfaces cultivées par rapport à l'extension territoriale des États fédérés, produite par le recensement de 1920, allait constituer l'un des critères pour évaluer les inégalités entre les régions brésiliennes.

Une autre innovation de ce recensement concerne les statistiques sur l'instruction, qui indiquent également la prééminence du nouveau découpage en régions. Alors que dans le recensement de 1890 toutes les informations étaient présentées par État fédéré, dans une séquence qui suivait l'ordre alphabétique – choix qui cherchait certainement la neutralité, au moment de la formation de la fédération brésilienne –, le recensement de 1920 retient des

31. Le *sertão* (singulier de *sertoes*) est une zone géographique du Nordeste du Brésil au climat semi-aride. Son sens originel signifie l'« arrière-pays », le « fin fond », une zone éloignée des centres urbains, la campagne.

32. G. HOCHMAN, 1998.

« zones ». Il est intéressant de noter que dans les statistiques de 1890 on distingue « Brésiliens » et « étrangers » dans la catégorie « sachant lire et écrire » ; en revanche, lorsqu'il s'agit de la catégorie « ne sachant ni lire ni écrire », les chiffres concernant Brésiliens et étrangers sont agrégés (Tableau 4). Or cette présentation ne permettait pas de calculer le coefficient d'analphabètes nés au Brésil. Aussi devenait-il impossible de connaître la distribution des analphabètes par États fédérés et par communes ; les asymétries régionales demeuraient ainsi invisibles, évitant d'éventuelles rivalités.

L'annuaire statistique ainsi que le recensement de 1920 marquent une rupture à cet égard, présentant les informations de manière à renforcer la comparaison et l'identification des inégalités entre les États. L'annuaire fut publié en trois parties : 1) Territoire et Population, sorti en 1916 ; 2) Économie et finances, sorti en 1917 ; 3) État moral et intellectuel, édité en 1927 – tous se référant à la période 1907-1912. Les données relatives au District Fédéral (Rio de Janeiro et ses environs) contribuèrent à monumentaliser la réforme sanitaire qui eut lieu dans la capitale entre 1902 et 1906, et à l'imposer comme modèle aux États les plus ravagés par les maladies transmissibles, surtout celles déjà éradiquées dans la capitale fédérale.

En ce qui concerne la santé publique, la nouvelle disposition des informations, réservant une page au District Fédéral et une autre aux États, permettait une confrontation directe qui mettait en évidence la réduction d'environ 40 % du total de « décès par maladies » dans le cas du premier, alors que dans le reste du pays les chiffres indiquaient une augmentation de l'incidence des maladies³³. Pour mettre encore plus en relief cet écart, un graphique de coefficient de mortalité indique l'incidence des maladies transmissibles dans les villes-capitales des états fédérés, organisées par ordre de fréquence des décès, et non plus par ordre alphabétique³⁴. Ce choix permet de constater que six des dix capitales dans la situation la plus critique du point de vue de la mortalité se situaient dans ce que l'on appelle aujourd'hui les régions Nord et Nord-Est du Brésil. La disparité régionale était plus accentuée lorsqu'on considérait les maladies transmissibles, spécialement mortelles à Recife (capitale du Pernambouc), à Manaus (capitale de l'État de l'Amazonie) et São Luiz (capitale du Maranhão), qui affichaient des taux bien au-dessus de la moyenne générale du pays. Le graphique montrait également que la périphérie du District fédéral, autant que l'ensemble de l'État de Rio de Janeiro (et même sa capitale, qui était alors la ville de Nitéroï) souffraient toujours des maladies transmissibles, ce qui exigeait de la part des gouvernements des actions systémiques d'hygiène agressive. Puis, le graphique soulignait des taux élevés de tuberculose dans la capitale de la République, qui ne diminueraient qu'à travers un investissement massif dans l'hygiène préventive.

33. Brésil, 1916, p. 420-424.

34. *Ibid.*, p. 426.

Tableau 4. Population par rapport à l'analphabétisme (1890)

População recenseada na Republica dos Estados Unidos do Brazil quanto ao analfabetismo 373										
Population recensée à la République des États Unis du Brésil d'après l'analphabétisme										
ESTADOS E DISTRICTO FEDERAL ÉTATS ET DISTRICT FÉDÉRAL	SADEM LÊR E ESCRIVER SACHANT LIRE ET ÉCRIRE						NÃO SADEM LÊR NEM ESCRIVER NE SACHANT NI LIRE NI ÉCRIRE			POPULAÇÃO POPULATION
	Brasileiros Brésiliens			Estrangeiros Étrangers			Brasileiros e estrangeiros Brésiliens et étrangers			
	Homens Hommes	Mulheres Femmes	TOTAL	Homens Hommes	Mulheres Femmes	TOTAL	Homens Hommes	Mulheres Femmes	TOTAL	
1 Alagoas.....	42534	27338	69872	212	31	243	207734	233591	441325	511440
2 Amazonas.....	17032	3593	22625	1213	105	1318	69576	61295	123972	147915
3 Bahia.....	104811	59612	164423	2105	353	2458	853354	892957	1752921	1919302
4 Ceará.....	71633	36297	107930	161	35	196	323113	374446	697561	805687
5 Districto Federal.....	109218	88625	189943	66641	19745	86387	123697	128624	252321	322651
6 Espírito Santo.....	11262	4807	16069	1593	607	2200	25638	60770	117728	133997
7 Goyaz.....	18623	6202	24825	67	12	79	93893	108725	202668	227572
8 Maranhão.....	35467	19541	55008	609	80	689	175510	195847	374057	430854
9 Mato Grosso.....	10443	3732	15175	378	126	504	36375	49773	77148	92827
10 Minas Geraes.....	220975	100428	321403	8619	1382	10001	1397897	1454823	2852720	3181099
11 Pará.....	49920	19535	69455	2914	310	3254	113493	142153	255646	328455
12 Parahyba.....	36777	19888	56665	283	38	321	181773	217473	400246	457232
13 Paraná.....	29163	12035	41198	3805	1809	5614	95241	107438	202679	249491
14 Pernambuco.....	86041	57121	143162	2669	454	3123	414845	469904	883939	1030224
15 Piauhy.....	19714	6753	26467	46	4	50	113947	127135	241082	267609
16 Rio Grande do Norte.....	26195	14918	41113	131	4	135	104386	122539	227025	263273
17 Rio Grande do Sul.....	112483	80012	192495	23801	10698	34499	322834	347627	670461	897455
18 Rio de Janeiro.....	77624	44014	121638	10027	1794	11821	355022	385493	743415	876684
19 Santa Catharina.....	27544	17837	45381	5755	4506	10261	106689	119437	228126	283169
20 S. Paulo.....	110113	54280	164393	23150	8122	31272	574748	614340	1189088	1384753
21 Sergipe.....	18822	12704	31526	149	8	157	131921	147322	279243	310926
A UNIÃO.....	1237494	684482	1921976	148360	50223	198583	5853978	6561278	12213356	14333915

Source. Brésil, 1898, p. 373.

À l'égard du thème de l'éducation, le changement est aussi significatif. L'annuaire a été le premier registre national du système scolaire, pris dans une série historique. Il affiche les nombres d'écoles, d'enseignants et d'inscriptions en indiquant leur fréquence à chaque niveau d'enseignement, et en individualisent les données par États et par communes. On peut ainsi constater la concentration des écoles dans les États de Rio de Janeiro, de São Paulo, du Minas Gerais et de Bahia. On se rend compte également de l'asymétrie profonde dans la distribution spatiale des écoles, et la comparaison des séries statistiques indique que la concentration eu tendance à se maintenir ou s'amplifier tout au long des cinq années examinées par l'annuaire.

Voyons à titre d'exemple les données sur l'enseignement professionnel. Sur un total de 156 écoles existant en l'an 1907, environ 48 % se trouvaient dans

l'axe formé par le District Fédéral (21), São Paulo (27) et Minas Gerais (27), alors que six États (Espírito Santo, Goiás, Mato Grosso, Piauí, Santa Catarina et Sergipe) sur les dix-sept États restants ne comptaient qu'un seul établissement, un septième État (Rio Grande do Norte) ne possédant aucune unité d'enseignement professionnel. Pour l'année 1912, la dernière prise en compte, nous identifions une augmentation de 95 % du nombre total des écoles, qui s'élevait désormais à 299. Les sept États plus faibles avaient connu une augmentation – Rio Grande do Norte en possédait désormais deux, Espírito Santo et Santa Catarina trois, Goiás, Mato Grosso et Sergipe quatre chacun. Toutefois, les inégalités régionales persistaient : on observe même une autre augmentation dans l'écart : les unités localisées dans le District Fédéral (28), São Paulo (66) et Minas Gerais (63) correspondaient désormais à 53 % du total – une augmentation absolue de 5 % par rapport à la première année de comptage³⁵. Cette comparaison systématique entre les États était complétée par la présentation des données par région. Le nouveau standard cristallisait une perception spatiale des inégalités, selon laquelle les États les plus pauvres et les plus fragiles en termes de poids politique se concentraient dans les parties septentrionale et centrale du pays (qui incluaient à l'époque ce que l'IBGE allait appeler, à partir de 1942, les régions *Nordeste* et *Centro-oeste*). Il était possible d'établir des liens entre les faibles densités démographiques, les indices alarmants d'analphabétisme et la désorganisation de la production agricole.

Dans le recensement de 1920, la région apparaît déjà comme une unité privilégiée pour spatialiser les phénomènes démographiques. Symptomatiquement, l'éducation, la santé, et l'organisation du travail et de la production sont les domaines concernés par la régionalisation des données. Dans tous les cas, le District Fédéral surgit comme une référence, un paramètre de comparaison pour évaluer les déficiences des États et pour orienter leur futur développement.

Dans le volume sur l'instruction, la tabulation par régions est employée à deux reprises : le suivi de la fréquence scolaire et du niveau d'instruction de la population en âge scolaire (7 à 14 ans) et au-delà (15 ans et plus). Même si le coefficient général est considéré comme très bas pour l'ensemble du pays, l'accent est mis sur les distorsions entre les États du « nord » et ceux du « sud » (Tableau 5).

On retrouve également les régions dans les données sur la production agricole. Le recensement indiqua le nombre d'établissements ruraux et leur superficie cultivée, en croisant ces données avec l'extension territoriale des États. Le choix des variables croisées mettait en évidence que certains États (comme le Pará et le Mato Grosso) avaient une taille comparable à celle d'une région entière, mais possèdent moins d'un dixième de la superficie cultivée des régions. Les densités très faibles de ces États, de vrais vides démographiques dans certains cas, étaient également mises en évidence. Toutefois, dans un

35. Brésil, 1927, p. 1014-1037.

Tableau 5. Population en âge scolaire par niveau d'instruction et par région (1920)

Gráo de instrução no grupo de 7 a 14 annos (*)				
Zonas	HOMENS		MULHERES	
	Sabem lêr	Não sabem lêr	Sabem lêr	Não sabem lêr
Norte.....	184.127 132	1.208.757 868	174.430 128	1.183.844 872
Sul.....	263.995 295	617.761 701	245.039 289	603.944 711
Centro.....	123.147 163	634.660 837	106.084 147	615.644 853
Districto Federal	60.563 632	35.233 368	60.353 624	36.343 376
Espirito Santo....	9.978 198	40.458 802	8.187 164	41.601 836
Rio de Janeiro....	32.835 197	133.699 803	30.393 188	130.942 812
BRAZIL.....	674.645 202	2.670.568 798	624.486 193	2.612.318 807

Source. Brésil, 1929, p. XVIII.

Tableau 6. Établissements ruraux par extension territoriale et par région (1920)

5 — Numero de estabelecimentos ruraes segundo a extensão territorial e a região					
DESIGNAÇÃO DAS REGIÕES (2)	NUMERO DE ESTABELECIMENTOS			PORCENTAGEM DO NUMERO DE ESTABELECIMENTOS	
	Total	De menos de 101 hectares	De 101 e mais hectares	De menos de 101 hectares	De 101 e mais hectares
Estados marítimos do norte.....	189.930	127.355	61.575	67,4	32,6
" " " sul e Districto Federal.....	317.334	257.015	60.319	81,0	19,0
Estados centraes e Territorio do Acre....	141.889	79.509	62.380	56,0	44,0
TOTAL.....	649.153	463.879	184.274	71,6	28,4

Source. Brésil, 1923, p. XIV.

système politique dominé par les oligarchies régionales, personne n'envisageait de s'attaquer aux propriétés improductives. Il s'agissait simplement de donner à voir la distribution disproportionnée de la concentration foncière entre les États, la caractérisant comme une entrave au développement de la production agricole et du marché intérieur du pays.

La tabulation des données par région, et non seulement par États, fut décisive pour les comparaisons que l'on retrouve dans plusieurs articles de presse. Le *Correio da Manhã*, l'un des quotidiens les plus influents de

Rio de Janeiro, publia une série d'articles sur le nombre d'établissements ruraux agricoles et leur distribution sur le territoire national. L'un d'entre eux souligne que le nombre d'établissements n'était pas directement lié à la taille ou à l'expression de chaque État. Il démontrait de l'étonnement devant ce constat : l'addition des surfaces du Mato Grosso et du Goiás donnait un chiffre plus importante que l'addition des surfaces de tous les États des actuelles régions Sud et *Sudeste*, et la totalité des établissements de ces deux grands États n'atteignait pas 5 % de la totalité des huit États méridionaux³⁶. Des constatations comme celles-ci semblent banales aujourd'hui, et il est probable qu'avant la réalisation du recensement de 1920 les contemporains étaient déjà conscients des disparités de taille et de niveaux de développement entre les régions. La rupture qui se créait était d'autre nature : la découverte de la *mesure* de l'inégalité. Le découpage en régions permettait d'identifier un standard socio-spatial des phénomènes de population que le découpage politique en États tendait à masquer.

Conclusion

Dans cet article, nous avons insisté sur le fait que la précision est une valeur qui dépend de la construction d'équivalences et de la traduction d'intérêts. L'analyse de l'expérience brésilienne présente des avantages heuristiques, puisque dans ce pays les anciennes pratiques de comptage et d'administration de la population ont survécu, pendant quelque temps, à l'introduction de technologies modernes de quantification. C'est le cas de la survie des estimations de population et de leur autorité par rapport aux statistiques officielles naissantes, ou la réalisation du recensement de 1872 qui s'est appuyée sur des distinctions de prestige et sur des réseaux clientélistes. Le recensement se révéla une expérimentation hybride, qui mélangeait des aspects modernes – comme l'exhaustivité et l'adhésion aux conventions internationales – et traditionnels – comme la présence de considérations de statuts, qui délimitaient ce que l'on pouvait interroger ou diffuser à propos d'une catégorie de population.

Notre analyse de la suprématie relative du raisonnement par estimation a démontré que, en pleine modernité censitaire, les chiffres manquaient d'autorité. Les estimations de population réalisées par des individus particuliers prenaient le dessus sur les chiffres certifiés par l'État. La méfiance systématique prédominait par rapport aux initiatives certifiées. Ce tableau ne changerait qu'avec la centralisation de l'autorité politique dans les principaux centres urbains (capitales des États), au moyen de la formation d'un réseau médico-sanitaire autour du combat contre les maladies et épidémies, qui portaient préjudice aux oligarchies et à l'entreprise agro-exportatrice. Ce processus passa, d'abord, par la formation d'un consensus dans le milieu

36. M. GUEDES, 1923, p. 2.

hygiéniste, autour du modèle bactériologique, puis, par les statistiques sanitaires, qui contribuèrent à stabiliser les marges d'interprétation des données et leurs usages possibles dans l'action en réseau.

En 1872, les organisateurs du recensement accordèrent une grande autonomie aux agents recenseurs, et se sont saisis de leurs observations directes pour codifier des catégories et pour analyser les résultats. Dans les années 1890, les bulletins et annuaires de démographie sanitaire formèrent l'armada des hygiénistes pour imposer le diagnostic pasteurien et standardiser le certificat de décès produit par les médecins, grâce à l'adoption de protocoles d'observation. Dans la décennie suivante, la monumentalisation statistique des campagnes d'éradication des épidémies dans la capitale fédérale créerait un standard de disposition des données sur la santé. On forma ainsi une lecture constructiviste des chiffres qui consacrait le succès du programme sanitaire et la nécessité de le diffuser parmi les États du Brésil.

Dans les années 1910 et 1920, la statistique assumait une dimension plus normative, dans le mouvement qui généralisa la perspective sanitaire à l'ensemble de la société. L'annuaire statistique du Brésil est le premier à disposer les informations de façon à souligner les disparités dans le développement des États de la fédération. Le recensement de 1920 alla plus loin en transformant la région en une nouvelle grille de représentation de l'espace national. À l'aide de la régionalisation statistique, la santé et l'éducation sont présentées comme des problèmes publics ; elles s'émancipent de leur ancienne condition de branches de l'administration locale pour devenir des domaines du social, des points d'ancrage de la critique politique et de dilatation de l'ordre oligarchique.

Bibliographie

Sources primaires

- BARBOSA, Rui, « Reforma do ensino primário e várias instituições complementares de instrução pública », *Obras completas de Rui Barbosa*, vol. 10, t. I et II, Rio de Janeiro, Ministério da Educação e da Saúde, 1947.
- BRÉSIL, Diretoria Geral de Estatística, *Sexo, raça e estado civil, nacionalidade, filiação, culto e analfabetismo da população recenseada em 31 de dezembro de 1890*, Rio de Janeiro, Oficina de Estatística, 1898.
- , Diretoria Geral de Estatística, *Recenseamento da cidade do Rio de Janeiro (Distrito Federal) realizado em 20 de setembro de 1906*, Rio de Janeiro, Oficina de Estatística, 1907-1908.

- , Diretoria Geral de Estatística, *Anuario Estatístico do Brasil, 1908-1912*, vol. 1-3, Rio de Janeiro, Tipografia da Estatística, 1916-1927.
- , Diretoria Geral de Estatística, *Recenseamento do Brasil, realizado em 1 de setembro de 1920*, part. 1, vol. 3: *Superfície territorial, área e valor dos imóveis recenseados, Categoria e nacionalidade dos proprietários, Sistema de exploração rural, Recenseamento do gado*, Rio de Janeiro, Tipografia da Estatística, 1923.
- , Diretoria Geral de Estatística, *Recenseamento do Brasil, realizado em 1 de setembro de 1920*, part. 4, vol. 4: *População por estados e municípios, segundo o grau de instrução, por idade, sexo e nacionalidade*, Rio de Janeiro, Tipografia da Estatística, 1929.
- GUEDES, Mario, «Notas econômicas», *Correio da Manhã*, Rio de Janeiro, 16 jan. 1923.
- IBGE, *Recenseamento do Brasil em 1872*, Rio de Janeiro, Typographia G. Leuzinger, s. d.
- SILVA, Joaquim Norberto de Souza e, *Investigações sobre os recenseamentos da população geral do Império e de cada província de per si tentados deste os tempos coloniais até hoje*, São Paulo, IPE / USP, 1986.

Travaux

- ANDERSON, Margo, *The American Census: A Social History*, New Haven, Yale University Press, 1988.
- ALENCASTRO, Luiz Felipe de & RENAUX, Maria Luiza, «Caras e modos dos migrantes e imigrantes», in Luiz Felipe de ALENCASTRO (dir.), *História da vida privada no Brasil*, vol. 2: *Império: a corte e a modernidade nacional*, São Paulo, Cia das Letras, 1997.
- ALMEIDA, Marta & DANTES, Maria Amélia M., «O serviço sanitário de São Paulo, a saúde pública e a microbiologia», in Maria Amélia M. DANTES (dir.), *Espaços de ciência no Brasil (1800-1930)*, Rio de Janeiro, Editora Fiocruz, 2001, p. 135-155.
- BENCHIMOL, Jaime Larry, «A instituição da microbiologia e a história da saúde pública no Brasil», *Ciência e Saúde Coletiva*, Rio de Janeiro, vol. 5, nº 2, 2000, p. 265-292.
- BISSIGO, Diego Nones, *A eloquente e irrecusável linguagem dos algarismos: a estatística no Brasil Imperial e a produção do recenseamento de 1872*, Dissertação (Mestrado em História), Centro de Filosofia e Ciências Humanas, Universidade Federal de Santa Catarina, Florianópolis, 2014.
- BOTELHO, Tarcisio Rodrigues, «População e nação no Brasil do século XIX», thèse de doctorat en histoire, Faculdade de Filosofia, Letras e Ciências Humanas, Universidade de São Paulo, São Paulo, 1998.
- , «Censos e construção nacional no Brasil Imperial», *Tempo social*, vol. 17, nº 1, 2005, p. 321-341.
- CAMARGO, Alexandre de Paiva Rio, «Dimensões da nação: uma análise do discurso estatístico da Diretoria Geral de Estatística (1872-1930)», *Revista Brasileira de Ciências Sociais*, vol. 30, nº 87, 2015, p. 79-97.
- , «A construção da medida comum: estatística e política de população no Império e na Primeira República», thèse de doctorat en sociologie, Instituto de Estudos Sociais e Políticos, Universidade do Estado do Rio de Janeiro, Rio de Janeiro, 2016.
- DESROSIÈRES, Alain, *Pour une sociologie historique de la quantification*, Paris, Presses de l'École des Mines, 2008.
- FOUCAULT, Michel, *Segurança, território, população*, São Paulo, Martins Fontes, 2008.
- HACKING, Ian, *The Taming of Chance*, Cambridge, Cambridge University Press, 1990.

- HOCHMAN, Gilberto, *A era do saneamento: as bases da política de saúde pública no Brasil*, 3^o éd., São Paulo, Hucitec, 1998.
- LATOUR, Bruno, *The Pasteurization of France*, Cambridge, Harvard University Press, 1988.
- LOVEMAN, Mara, «Blinded like a State: The Revolt against Civil Registration in Nineteenth Century Brazil», *Comparative Studies in Society and History*, vol. 49, n^o 1, 2007, p. 5-39.
- , «The Race to Progress: Census Taking and Nation Making in Brazil (1870-1920)», *Hispanic American Historical Review*, vol. 89, n^o 3, 2009, p. 435-470.
- MATASCI, Damiano, «Aux origines des rankings. Le système scolaire français face à la comparaison internationale (1870-1900)», *Histoire & Mesure*, vol. 29, n^o 1, 2014, p. 91-118.
- MATTOS, Hebe Maria, «Identidade camponesa, racialização e cidadania no Brasil monárquico: o caso da Guerra dos Marimbondos em Pernambuco a partir da leitura de Guillermo Palacios», *Almanack Braziliense*, n^o 3, mai 2006, p. 40-46.
- NICOLAU, Jairo, *Eleições no Brasil: do Império aos dias atuais*, Rio de Janeiro, Zahar, 2012.
- PALACIOS Y OLIVARES, Guillermo. «Revoltas camponesas no Brasil escravista: a Guerra dos Marimbondos (Pernambuco, 1851-1852)», *Almanack Braziliense*, n^o 3, p. 9-39, mai 2006.
- PORTER, Theodore, *Trust in Numbers: The Pursuit of Objectivity in Science and Public Life*, Princeton, Princeton University Press, 1995.
- SANTOS, Julio Cesar Paixão, *A circulação das ideias de estatística no Segundo Reinado: discurso científico e razão de Estado no Brasil (1840-1870)*, Projeto de qualificação (Doutorado em História), Programa de Pós-Graduação em História das Ciências e da Saúde, Fundação Oswaldo Cruz, Rio de Janeiro, 2015.
- SCHOR, Paul, «Statistiques de la population et politique des catégories aux États-Unis au XIX^e siècle. Théories raciales et questions de population dans le recensement américain», *Annales de démographie historique*, n^o 105, 2003, p. 5-22.
- SENRA, Nelson, *História das estatísticas brasileiras*, vol. 1: *Estatísticas desejadas (1822-1889)*, Rio de Janeiro, IBGE, 2006.
- TELAROLLI JÚNIOR, Rodolpho, «A secularização do registro de eventos vitais no estado de São Paulo», *Revista Brasileira de Estudos de População*, vol. 10, n^{os} 1/2, 1993, p. 145-156.
- URICOECHA, Fernando, *O minotauro imperial*, São Paulo, Difel, 1978.

